

L'ECHO DE BELGRADE

REDACTION, ADMINISTRATION, PUBLICITE
Belgrade, 3 rue Kralja Ferdinanda, Tél. 24-5-61

JOURNAL YOUGOSLAVE HEBDOMADAIRE

Prix. Yougoslavie: un an 60 din.; six mois 35 din.
Etranger: un an 50 fr. fr.; six mois 30 fr. fr.
Compte-chèques-postaux 56419 Belgrade

Libres opinions

Les rapports de la Petite Entente et de la France

M. Albert Mousset vient de poser un point d'interrogation qui a retenti presque aussi vivement qu'un signal d'alarme: „Existe-t-il une crise des rapports entre la Petite Entente et la France?”

Son article, publié par le Journal des Débats, a la valeur d'un avertissement. Il dénonce le langage de certains milieux français qui reprochent à la Petite Entente de peser sur la diplomatie du quai d'Orsay, soit en la poussant à s'accommoder avec l'Angleterre, soit en faisant obstacle à un rapprochement éventuel entre Paris et Berlin. Il signale, par contre, l'activité de certains cercles dans les pays de la Petite Entente qui souhaitent „une politique dont l'alliance avec la France ne serait plus la clé de voûte” et qui prendraient demain une très grande influence si les gouvernements amis avaient l'impression que la France se désintéresse de l'avenir des nouveaux Etats. Il conclut enfin que la Petite Entente, fidèle à la défense du statu quo territorial, restera aussi fidèle à la France dans la mesure où la France protégera le système qu'elle a patronné depuis 1919.

Nous sommes d'accord avec notre confrère du Journal des Débats pour dire qu'une alliance vaut beaucoup moins par les affinités spirituelles et les liens sentimentaux que par les réalités politiques dont elle est l'expression. Mais, c'est précisément la vue de ces réalités qui, tout en nous inspirant quelques motifs de crainte, nous rassure aussi sur l'état des rapports entre la Petite Entente et la France.

Au cours de ces 15 années, la Petite Entente s'est inquiétée à plusieurs reprises de certaines tendances de l'opinion française, à qui un pacifisme sentimental, enveloppé de nuées idéologiques, masquait les nécessités internationales et jusqu'à la notion même de sécurité. Prague, Bucarest et Belgrade se sont émues, à l'époque déjà lointaine de Locarno, de la distinction entre les frontières occidentales et les frontières orientales de l'Allemagne, erreur fatale qui est à l'origine de la sécession polonaise. Au jour plus récent du Pacte à Quatre, la Petite Entente a vigoureusement protesté contre une conception de la paix qui n'était pas d'origine française et faisait dévier de sa ligne originelle la politique de la France. Mais, en dépit de ces malentendus passagers, France et Petite Entente se sont toujours retrouvées d'accord, comme elles le sont aujourd'hui, sur un programme d'intérêts permanents.

La crise actuelle affecte beaucoup moins les alliances proprement dites que la cosmogonie genevoise. A supposer que la S.D.N. échoue dans son entreprise de sanctions, les traités qui reposent sur une communauté d'intérêts et de périls en sortiront sains et saufs. Ne sombreront dans le chaos que les pactes qui se sont multipliés après la guerre en „dévalant” par leur multiplicité même le Pacte de Genève. A supposer, au contraire, que le bras séculier de la Grande-Bretagne assure le succès de la S.D.N., les traités qui unissent la France et la Petite Entente constitueront dans le système futur de la sécurité collective une des bases fondamentales.

La seule menace qui justifie les inquiétudes de M. Albert Mousset, c'est l'ignorance dont une partie de l'opinion française fait preuve en face du problème centre-européen. Dans les couloirs du Palais Bourbon ou dans les salles de rédaction, à gauche ou à droite, des diplomates improvisés s'imaginent que la France peut se replier sur elle-même, à l'abri de ses fortifications du Nord-Est, et qu'elle a tort de signer des alliances qui leur apparaissent comme des

chèques en blanc. Du béton, encore du béton, et cela suffit.

La politique de paix défensive, très noble dans son principe, s'est avérée périlleuse et coûteuse dans l'application. Elle ne retient que l'hypothèse du pays injustement attaqué. Or, la responsabilité d'une grande nation comme la France, son devoir et son intérêt, c'est de prévoir les conditions où une guerre pourrait éclater, les combinaisons diplomatiques ou économiques qui en seraient la conséquence, les coalitions qui se formeraient.

Nier ces réalités complexes, ces nécessités vitales, comme le font aujourd'hui des journalistes de droite qui dévient singulièrement à gauche, c'est accepter dès le temps de paix, le recul des dix kilomètres; c'est admettre l'invasion comme fatale et, quoique la France depuis les grands jours de Valmy ait vaillamment subi à cinq reprises la ruée ennemie, nous nous refusons à croire que le peuple le plus pacifique de la terre en ait pris l'habitude.

La Petite Entente, en dépit des affirmations contraires de certains admirateurs français de M. Hitler, n'a jamais fait obstacle au rapprochement entre Paris et Berlin. Si les récriminations servaient à quelque chose, il serait plus juste de reprocher à deux ou trois ministres de la Petite Entente d'avoir partagé quelques illusions sur l'esprit de Locarno et ses miracles. Plus vraisemblablement on pourrait affirmer aujourd'hui que nulle puissance au monde n'a plus d'intérêt que la Petite Entente à un rapprochement franco-allemand. Mais le monde est ainsi fait qu'il y a entre l'idée française d'équilibre européen et la conception allemande de Mitteleuropa une antinomie abrupte; on ne voit guère comment la France pourrait jamais autrement que par une transaction dans les brouillards du Rhin concilier des doctrines politiques plus opposées encore que les intérêts des deux peuples.

Avec M. Albert Mousset nous croyons que la Petite Entente apporte à la France „autant de sécurité qu'elle en reçoit de nous.” Cette conviction ne justifie-t-elle pas à la fois nos inquiétudes et nos espérances? Nos inquiétudes, car les adversaires de la paix et de la politique française ont monté une véritable conjuration pour saper la seule alliance qui fasse obstacle à leur volonté de destruction. Nos espérances, car l'appel de la sécurité est si impérieux, il retentit si clairement que toute attaque contre le statut territorial trouvera toujours France et Petite Entente dans la même tranchée, unies et armées.

JEAN BOURGOIN

S. A. R. la Princesse Olga a quitté Londres

Après avoir été l'hôte pendant trois semaines de Sa sœur, la Duchesse de Kent, S. A. R. la Princesse Olga a quitté Londres le 17 novembre, saluée au départ par L. A. R. le Duc et la Duchesse de Kent.

M. St. Grujić, ministre de Yougoslavie à Londres, a accompagné Son Altesse Royale jusqu'à Douvres.

Au cours de Son séjour dans la capitale britannique, la Princesse Olga a été l'objet de gracieuses prévenances de tous les membres de la Maison Royale, et de l'attention spéciale des personnalités les plus en vue de la haute société londonienne.

Mort de la Grande-Duchesse Anastasie

La grande-duchesse Anastasie Nicolas Irma de Russie, veuve du grand-duc Nicolas, fille du roi Nicolas de Monténégro, vient de mourir à Antibes à l'âge de 68 ans. S. A. I. et R. était la tante de S. M. le Roi Alexandre I-er.

La Cour Royale de Yougoslavie a pris le deuil à partir du jour du décès jusqu'au 22 novembre.

Abonnez vous à L'ECHO DE BELGRADE!

Le procès des assassins du Roi Martyr à Aix-en-Provence

L'attention du monde entier est concentrée depuis lundi sur la petite ville d'Aix-en-Provence. Longtemps différée par les difficultés de l'enquête et les complexités de la procédure, l'heure de la justice a sonné pour les complices du régicide qui assassina sur la terre de France le Roi de Yougoslavie.

Avec la grande mémoire d'Alexandre I-er, unificateur de son peuple, les Assises des Bouches-du-Rhône auront à venger aussi le ministre des Affaires étrangères françaises, M. Louis Barthou, qui partagea le destin tragique du Souverain, et des humbles Françaises, Mme Durbec et Mme

En ce qui concerne le service d'ordre, des mesures extrêmement sévères ont été appliquées. Le Palais est gardé jour et nuit par des patrouilles de gendarmes. La troupe cerne les rues qui avoisinent l'enceinte de justice et la salle d'audience demeure sous la protection de 200 gardes mobiles. Dans la salle elle-même, les policiers occupent en majeure partie l'emplacement qui est d'ordinaire réservé au public.

Les routes, les arrivées d'autocars et hôtels sont l'objet d'une surveillance particulièrement attentive. Seuls les magistrats, les témoins, les avocats, les journalistes et les personnalités

complicité dans le crime et d'usage de faux passeports.

Les sept accusés sont Velicko Dimitrov Kerin, trente huit ans, né à Kamenica en Bulgarie, lynché après le crime; Zvonimir Pospisil, trente et un ans, chauffeur, domicilié à Munich (Allemagne), en prison; Ivan Rajic, âgé de trente deux ans, paysan, domicilié à Janka Puszt, (Hongrie), en prison; Mijo Kralj, vingt-six ans, mécanicien, domicilié à Nova Kanjiža (Hongrie), en prison; Eugène Kvaternik, âgé de vingt-cinq ans, étudiant, en fuite; Anté Pavelic, âgé de quarante-six ans, en fuite.

L'acte d'accusation expose ensuite les circonstances dans lesquelles l'attentat eut lieu à Marseille, le 9 octobre 1934.

L'„Ustaša“

L'instruction établit que le criminel, d'origine bulgare, avait plusieurs complices, que le crime fut prémédité et soigneusement préparé. Pendant les derniers jours de septembre 1934, les nommés Pospisil, Rajic et Kralj, membres de l'organisation terroriste „Ustaša”, se trouvaient en Hongrie, les uns à Janka Puszt, les autres à Nagy Kanjiža.

En septembre 1934, le camp de Nagy Kanjiža fut soumis à la direction d'un ancien officier de l'armée autrichienne, Percevic. Suivant les ordres reçus, cet homme fit tirer au sort les individus qui devaient exécuter l'attentat en complicité avec Velicko. Ainsi furent désignés Pospisil, Rajic et Kralj, qui paraissent par leur passé et leur caractère tout désignés pour accomplir le crime. Suit la biographie des trois inculpés.

L'acte d'accusation expose ensuite le rôle de Pavelic et de Kvaternik, dont le gouvernement français n'a pu obtenir de l'Italie l'extradition. Il évoque le passé du régicide et du chef de l'Ustaša. Puis il rappelle les préparatifs immédiats de l'attentat.

Enfin il passe à la qualification des crimes dont se sont rendus coupables les accusés et énumère les articles du Code pénal invoqués.

L'interrogatoire de Mijo Kralj

A l'audience de l'après-midi, en ouvrant la séance, le premier président de la Cour, M. de la Broize, déclare qu'à la suite des observations qui ont été faites au sujet des interprètes, il propose M. G. Castérain, correspondant du Temps et du Petit Parisien à Belgrade, comme troisième interprète.

Le président procède à l'interrogatoire de l'accusé Kralj qui ne répond pas aux questions traduites par l'interprète M. Milutinovic. L'avocat intervient, en disant que l'accusé ne veut pas répondre, parce que l'interprète M. Milutinovic ne traduit pas exactement et, en protestant, Me Georges Desbons adresse des paroles d'excuses pour la magistrature et le gouvernement français.

Le procureur général, M. Roll, demande alors l'application de l'article 311 à l'avocat Desbons et le président consulte le bâtonnier d'Aix, M. Sodinois, qui déclare que l'avocat a manqué à son devoir.

La Cour se retire et, après une heure de délibérations, le président annonce qu'elle a prononcé contre l'avocat la peine de réprimande.

Mijo Kralj, interrogé, cherche à nier ou à contredire toutes les déclarations qu'il a faites après son arrestation et pendant l'instruction.

L'accusé raconte que le 8 octobre, à l'hôtel „Nègre Costé”, Rajic et lui trouvèrent „Petar et la femme blonde” et que Petar lui donna deux révolvers et deux bombes. La femme blonde lui versa 1.500 frs. Le 9 à 13 h. 30, ils sont partis pour Marseille, emportant les armes dans les poches de leurs vêtements. Arrivés à Marseille, Kerin l'aurait quitté en disant qu'il savait ce qu'il devait faire, tandis que lui, Kralj, voyait beaucoup de femmes et d'enfants, n'a pas voulu verser le sang innocent.

L'accusé affirme qu'il est revenu à Aix à 16 heures 30. Il nie d'autre part qu'il se soit trouvé à côté du régicide jusqu'au moment du crime, comme les résultats de l'instruction paraissent l'établir. Il affirme de nouveau qu'il n'est demeuré à Marseille qu'un quart d'heure.

Il fut établi au contraire que Kralj a dû être à Marseille au moment du crime. La patronne de l'hôtel a donné des déclarations précises selon lesquelles il est rentré à l'hôtel à 18 heures 30.

(Voir la suite en 2-ème page)

Effectives depuis le 18 novembre, les sanctions seront-elles efficaces?

(De notre correspondant)

Genève, 17 novembre. Les sanctions deviennent effectives le lundi 18 novembre. A cette date, les Etats sont engagés à appliquer les mesures économiques qui ont été prévues à Genève contre l'Italie, ainsi qu'ils le faisaient déjà, dans la presque totalité, pour les mesures d'embargo sur les armes, et pour les opérations financières avec l'Etat italien et les Italiens en Italie. Aucun comité de la Société des Nations ne se réunira à ce moment pour suivre le développement des événements et constater si les divers pays se sont conformés strictement au mot d'ordre.

Ce ne sera que dix jours plus tard, soit le 25 novembre, qu'un comité ou plus exactement un petit groupe de dix experts, appartenant aux principales nations intéressées, se mettront à Genève à la disposition du président du Comité de Coordination, pour trancher le cas échéant certaines difficultés qui se seraient présentées dans l'application des sanctions. Ce Comité a reçu du Comité des Dix-huit tous pouvoirs.

Pour le quart d'heure, les milieux internationaux croient toujours que le système des sanctions déploiera ses pleins effets et qu'il n'y aura pas de sérieuses lacunes dans la mise en vigueur des mesures qui ont été arrêtées d'un commun accord. Le Royaume-Uni vient d'exiger des Etats qui n'appliquent pas des sanctions ou qui ne le font qu'avec des réserves, des certificats d'origine, qui pratiquement devraient empêcher toute importation sous un autre nom, en Angleterre, des marchandises italiennes à travers les territoires de ces Etats.

Si les sanctions paraissent devoir être effectives et appliquées à partir du 18 novembre par tous les Etats dans les limites qui ont été fixées, il reste à savoir si elle seront efficaces.

A Genève, on évite de se prononcer. Il est évidemment impossible avant des semaines de se rendre un compte exact de la réalité des difficultés qu'elles doivent créer à l'Italie et qui devraient l'amener à poursuivre sans espoir de succès définitif son opération militaire en Afrique ou même à l'interrompre pour rechercher un arrangement dans le sens du Pacte de la S.D.N. Ce ne sera vraisemblablement qu'à la veille des fêtes de fin d'année que l'on pourra réunir des précisions suffisantes.

A ce moment le Comité de Coordination, c'est-à-dire la Conférence des Etats-membres de la Société des Nations, serait invité à se réunir de nouveau pour apprécier la situation. Par conséquent ce n'est pas cette année-ci que l'on court le risque de constater la nécessité éventuelle de recourir à d'autres mesures plus efficaces.

Après le succès du gouvernement

Le gouvernement, assez vivement attaqué dans certains cercles parlementaires, a triomphé de l'opposition, qui lui livrait un assaut à l'occasion du vote pour les commissions. Le sort du cabinet Stojadinovic, à vrai dire, ne dépendait nullement des quelques vingt ou trente députés indécis, qui oscillaient entre les anciennes formations du 5 mai, aujourd'hui divisées contre elles-mêmes, et les nouvelles formations de la majorité. Au regard de la Constitution le gouvernement n'est pas responsable devant la Chambre ni le Sénat. Il pouvait d'autant moins accepter une telle responsabilité que l'opposition parlementaire, par une contradiction qui apparaît de plus en plus flagrante, lui reproche avant tout l'abandon d'un système politique qui, étant transitoire et autoritaire, devait être un jour prochain liquidé.

Un régime transitoire, qui répond à une situation exceptionnelle, évolue par définition vers des formes nouvelles. Telle était assurément la pensée du Roi Alexandre au sujet du „régime du 6 janvier 1929” qui fut assoupli une première fois en septembre 1931 par l'octroi d'une Constitution. La législation, si elle a pu correspondre à certaines nécessités, n'est pas intangible. Et lorsque le gouvernement Stojadinovic, tirant de l'expérience du 5 mai les leçons nécessaires, juge le moment venu de promulguer des lois qui respectent les principes de la Constitution et rendront au pays les libertés civiles essentielles, de telles réformes ne peuvent justifier l'inquiétude de certains cercles „unitaires.”

Autant il eût été dangereux de

caces, de resserrer le système qui a été imaginé et d'appliquer le Pacte de la S.D.N. plus à la lettre.

On ne saurait trop souhaiter, cependant, que la Société des Nations ne juge pas comme indispensable d'aller au-delà des mesures qui ont été déjà prises, car elles ne faciliteront certes pas le redressement ni la consolidation économique des Etats qui se sont engagés moralement à les appliquer.

Ed. B.

L'application des sanctions

M. Stojadinovic, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, a présidé le 15 novembre une conférence pour examiner l'application des sanctions à l'égard de l'Italie en vertu de l'art. 16 du Pacte de la S.D.N., et la question des compensations qu'on doit à notre pays pour les pertes qu'il subira.

Les décisions ministérielles

Le même jour le Conseil des ministres a décrété les sanctions à l'égard de l'Italie, conformément aux décisions du Comité de coordination de la S.D.N.

Toute importation de marchandises provenant d'Italie et de ses colonies est interdite à partir du 18 novembre. De cette interdiction sont cependant exceptés:

a) l'or et l'argent en lingots et en monnaies;

b) les livres, journaux, publications périodiques, cartes et travaux de cartographie, morceaux de musique imprimés ou gravés.

En outre ont été également exceptées de cette interdiction les marchandises italiennes dont le paiement en entier a été effectué avant le 19 octobre, ainsi que les marchandises en route, si elles sont importées au plus tard le 18 décembre. De même est exceptée de l'interdiction le bagage normal des voyageurs.

En ce qui concerne l'exportation yougoslave, elle reste entièrement libre, sauf pour certains articles comme le bétail, le bauxite et, dans une certaine mesure, le minerai de fer et la ferraille. De même sont exceptées de l'interdiction les envois déjà en route s'ils sortent du pays avant le 18 décembre 1935.

Le Ministre des Finances a décidé en date du 16 novembre de suspendre à partir du 18 de ce mois le clearing avec l'Italie. A l'avenir, l'exportation pour ce pays devra s'effectuer seulement contre argent comptant et les justifications pour les devises ne pourront plus être faites pour le compte de clearing italien.

Après le succès du gouvernement

passer d'un extrême à l'autre et d'affaiblir l'autorité de la loi, autant il était nécessaire de tenir compte de la volonté des larges masses populaires qui désirent participer plus activement à la vie politique.

Ces volontés sans doute sont confuses, et l'observateur le plus attentif ne discerne pas toujours ce qui, dans ces revendications, représente tantôt un instinct particulier, tantôt un intérêt de classe, tantôt une aspiration purement politique.

Mais la promulgation des nouvelles lois aura précisément pour but de fournir au peuple yougoslave le moyen de coopérer plus étroitement à la vie publique. D'une telle collaboration l'unité nationale ne peut que sortir fortifiée.

M.

M. Milan Hodža et les Serbes de Hongrie

L'Agence tchécoslovaque Ceps communique une intéressante biographie du nouveau président du Conseil tchécoslovaque, M. Milan Hodža, parue dans le journal Lidove Noviny.

Nous apprenons que né le 1-er février 1878, à Suchany, non loin de Turčiansky Svätý Martin, d'une famille protestante dans laquelle s'était perpétuée la tradition des Frères moraves, Milan Hodža a participé très jeune à la vie publique; il fut élevé dans un milieu nationaliste, pénétré de l'influence du journal Hlas, de Blaho et Strobár. En 1900, il fonda, à Budapest le Slovensky Deník; puis, lorsque cette feuille se vit forcée de suspendre sa publication, il créa, en 1903, le Slovensky Týždenník, abon-

(¹) dynastie serbe du Moyen-Age
de 1170 à la bataille de Kosovo (1389).

Le Monde et la Ville

Les informations

M. STOJADINOVIC
VISITE LES INSTITUTIONS
DE BELGRADE

Le Président du Conseil et Mme Stojadinovic ont fait le 18 novembre une visite à la Bourse de Belgrade, où ils furent reçus par le gouverneur de la Banque Nationale, M. Radoslavjevic, les membres du Conseil d'administration et du Comité de surveillance de la Bourse, le secrétaire général, M. Zebic, etc.

Pendant cette visite, M. V. Ilic, maire de Belgrade, vint également saluer le Président du Conseil. Puis M. Stojadinovic et M. Ilic sont allés visiter la Centrale électrique et plusieurs autres institutions municipales.

LA CELEBRATION DE L'INDEPENDANCE POLONAISE

Comme suite aux fêtes de l'Indépendance polonaise, la Société des Amis de la Pologne a tenu une séance solennelle qui a réuni un grand nombre de membres de la société et les élèves du cours de langue polonaise.

LES RUES NOUVELLES A BELGRADE

Le Conseil municipal de Belgrade a résolu dans une séance récente de donner le nom de "Faubourg du Prince-Régent Paul" au Faubourg Karaburma, à la rue Radnicka celui de la Princesse Olga, à la rue Knez Milutin celui du Prince-Régent Paul. La rue Miletacka portera dorénavant le nom de Knez Miletina et la rue Tirovacka celui de Radnicka.

RELATIONS FERROVIAIRES TCHECO-YOUGOSLAVES

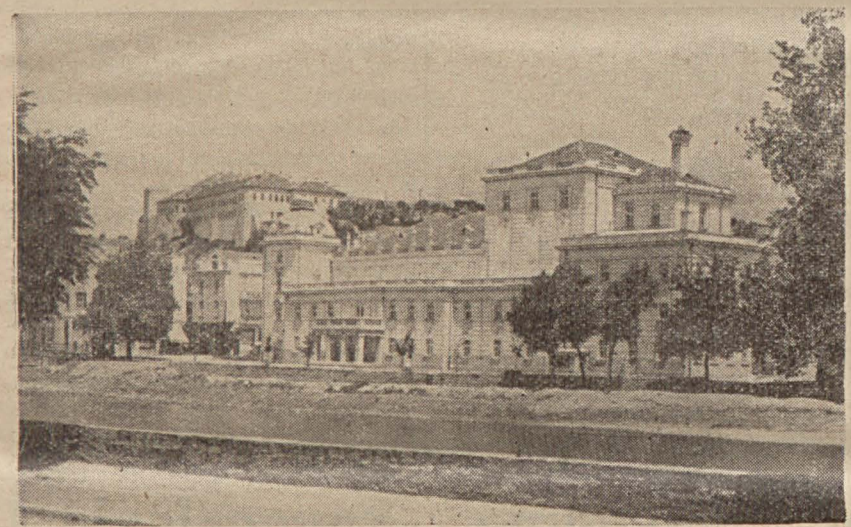
Dans le cadre de la collaboration touristique des Etats de la Petite Entente, les Chemins-de-Fer tchécoslovaques mettront en circulation l'année prochaine, pendant la saison touristique, des trains spéciaux qui feront le service de Prague par Brno et Bratislava pour Zagreb, Sušak et Split.

NOS NOTES

Le grand-rabbin de Berlin, dr. Joachim Prinz, est arrivé à Sarajevo, au cours d'un voyage de propagande pour l'Université juive de Jérusalem, il a pris la parole vendredi à la synagogue askenazi et samedi à "Jevrejski dom".

Nécrologie

Nous apprenons la mort de M. Albert Colleaux, croix de guerre, secrétaire général de la Mairie de Dunkerque, décédé à l'âge de 65 ans. Le défunt avait demandé à servir pendant la guerre dans une unité combattante et fut envoyé à la fin de 1915 comme sergent-major dans un régiment de zouaves à l'armée d'Orient où il demeura jusqu'en 1918. M. Louis Burnod, directeur du Nord Maritime, a fait l'éloge d'Albert Col-



Skopje: Le théâtre au bord du Vardar et la forteresse du tsar Dušan

L'activité politique

Une allocution de M. Stojadinovic

Le 13 novembre, après les élections des commissions parlementaires, les membres des deux Clubs de la majorité se réunirent à un dîner commun, auquel assistèrent le président du Conseil, M. Stojadinovic, et plusieurs ministres.

En réponse à un discours de M. St. Jankovic, le Président prit la parole et prononça une allocution très élogieuse:

"Pour la première fois peut-être depuis que nous nous trouvons dans la Chambre actuelle, nous, du Club de la majorité parlementaire et du Club de l'Union yougoslave, nous pouvons, le front serein et la tête haute, nous regarder dans les yeux, comme des hommes qui, après une lutte dure et difficile, ont remporté une victoire complète. (Approbations). Vous ne vous êtes pas laissés intimider par les menaces ni entraîner par les intrigues; vous n'avez pas cru aux calomnies (Vives approbations) dont la place, malheureusement, n'était pas à la Chambre, et dont l'épilogue ne peut avoir lieu que devant les tribunaux ordinaires du pays. (Vives acclamations)."

"Vous avez montré que l'unité dans nos rangs existe, et avec elle l'identité des vues et, si l'on peut dire, une même inspiration supérieure qui nous conduira à de nouvelles victoires. (Applaudissements chaleureux)."

Nous pourrions tirer de nombreuses leçons utiles de cette séance: comment il faut travailler à la Chambre et dans quel sens on doit poursuivre la politique du pays et, en même temps, comment nous devons résoudre d'autres questions nombreuses parmi lesquelles figure l'organisation de notre parti. (Vifs applaudissements)."

Nous ne sommes qu'au début de notre œuvre et de notre activité et espérons que nous les mènerons jusqu'au bout."

Après ce discours longuement applaudi, plusieurs députés et M. Miskulin, ministre de la Justice prirent également la parole.

Puis M. Marko Kozulj, ancien ministre, fit un long discours sur la nécessité de créer une nouvelle atmosphère dans la vie politique de la Yougoslavie, notamment en Croatie.

Une déclaration de M. Gj. Jankovic

M. Djura Jankovic, ministre des Forêts et des Mines, qui a passé deux jours à Sušak, est entré en contact avec les représentants économiques, avec ceux de l'U.R.Y. et avec divers autres éléments politiques. Il a fait à la presse la déclaration suivante:

"J'ai pu constater que les conditions politiques se sont considérablement améliorées depuis l'avènement du cabinet Stojadinovic. C'est là un fait qui nous donne beaucoup d'espoir qu'on parviendra, au moyen d'une politique d'apaisement, à réaliser le programme du gouvernement aussi bien dans sa partie politique que dans sa partie économique et sociale. La démocratisation du pays sera effectuée par étapes et tout à fait normalement."

Le peuple commence à comprendre sérieusement l'idéologie du parti de l'U.R.Y. et ses sérieuses intentions de consolider notre pays. Nous sommes d'un parti issu du peuple. Nous nous réjouissons d'y voir le plus grand nombre possible de Croates. Nous travaillerons avec les Croates, tout aussi bien que nous travaillerons pour eux dans le cas où ils n'entreraient pas dans nos organisations."

La jeunesse démocrate contre M. D. Jovanovic

La jeunesse de l'ancien parti démocrate a discuté dans sa dernière réunion publique de l'action de M. Dragoljub Jovanovic dans l'opposition extraparlamentaire. Le leader de la gauche agrarienne a été très vivement critiqué; il est même accusé de semer la division dans les groupes associés de l'opposition.

La Pravda a interrogé un des chefs de la jeunesse démocrate qui a fait en ces termes la critique de l'aile gauche agrarienne et de son chef:

"A l'heure où MM. Joca Jovanovic et Ljuba Davidovic sacrifient les caractéristiques particulières de leurs groupes pour servir l'action commune, M. Dragoljub Jovanovic a créé un "groupe" afin d'en devenir le chef. Il parle de son démocratisme, de ses convictions de gauche; mais son seul rêve est de devenir un Mussolini yougoslave. La est tout son programme et, pour le réaliser, il ne choisit pas les moyens."

Un nouveau Club

Cinq membres du Club yougoslave des députés (groupe Jevtic) se sont séparés pour fonder le "Club yougoslave séparé". Jusqu'à présent ce club comprend MM. Vasilije Trbic, Dragisa Stojadinovic, Dragoljub Ivanovic, Radivoje Nancovic et Damjan Arnautovic. Ce fait confirme le processus de désagrégation de la majorité du 5 mai, devenue minorité.

Réunion de l'opposition

La police a été obligée d'intervenir et de dissoudre une réunion organisée par le Parti yougoslave populaire dit des Borbas à cause des désordres qu'ont provoqués des groupes de jeunes gens, partisans de l'opposition unifiée, qui ont empêché les orateurs de parler par des cris "A bas le fascisme!"

Le budget du nouvel exercice

Le Ministre des Finances annonce que le gouvernement a déposé sur le bureau de la Skupstina le projet de budget pour l'exercice 1936-37.

Nous analyserons cette communication dans le prochain numéro. Le projet du budget atteint le chiffre de 10 milliards 307 millions de dinars, soit 573 millions de moins que celui du précédent exercice.

A la Chambre des députés

Comme nous l'avons annoncé en "dernière heure" de notre numéro du 13 novembre, la Chambre des députés dans sa séance de ce même jour avait élu ses diverses commissions; dans les cinq scrutins la liste du Club de la majorité parlementaire et du Club de l'U.R.Y. a obtenu la majorité.

Le même jour la Chambre procéda à la constitution des commissions. La minorité demanda à être représentée au bureau de chaque commission. Un accord intervint qui accorda à l'opposition un siège de vice-président dans chaque bureau.

A la séance du 14 novembre la Chambre élut cinq commissions pour l'étude des projets de lois présentés à la Chambre par le gouvernement. La majorité gouvernementale fut de 160 voix contre 123.

Après la communication des résultats, le Président de la Chambre annonça que l'assemblée serait convoquée ultérieurement par écrit, quand les commissions auront préparé leurs rapports pour les séances plénières.

La prochaine réunion de la Chambre

Suivant les informations des milieux compétents, la prochaine réunion de la Chambre se tiendra probablement au milieu de décembre. C'est à ce moment que l'assemblée discutera les projets de lois qui se trouvent à l'étude devant les commissions spéciales nouvellement formées.

Le projet du budget sera soumis au bureau de la Chambre le 20 novembre. La Commission des finances aura donc suffisamment de temps pour s'occuper avec soin du budget, puisque la discussion budgétaire n'aura lieu qu'au début du mois de février 1936.

Ainsi pendant que les commissions poursuivront leur activité, la vie parlementaire subira un temps d'arrêt; le gouvernement profitera de cette période calme pour s'occuper des lois politiques; lui sur la liberté de la presse, lui sur les réunions et associations et loi électorale.

Avant de procéder à la rédaction définitive de ces lois, le gouvernement effectuera une large consultation des personnalités et des groupes politiques, y compris ceux de l'opposition extra-parlementaire.

Une fête de l'Aéro-Club des étudiants

L'aviation yougoslave, dont le développement est si nécessaire à la défense du pays et au progrès du tourisme, a cessé de trouver auprès de la Famille Royale les plus précieux encouragements. S. M. la Reine Marie a voulu donner une nouvelle preuve de son intérêt en acceptant d'être la Marraine du premier avion de l'Aéro-club des étudiants, tandis que S.A.R. le Prince André était le parrain du nouveau drapeau du Club.

La cérémonie du baptême s'est déroulée dimanche à Belgrade, dans le stade proche de la Faculté technique, par un vent de tempête, en présence de nombreux étudiants venus de tout le pays. Le ministre de l'Instruction publique, M. Stojadinovic, et de nombreuses personnalités civiles et militaires, avaient pris place à la tribune.

Après la bénédiction liturgique, Mme Skrsic, dame d'honneur de la Cour, au nom de S. M. la Reine, baptisa l'avion du nom de "Zlatibor".

Le représentant de S.A.R. le Prince André, le colonel Naumovic, déploya ensuite le drapeau du Club et décora le fanion de la cravate bleue portant le nom du jeune Prince, président de l'Aéro-Club des étudiants.

Les étudiants avec les délégations d'Allemagne, de Pologne, de Turquie et de Tchécoslovaquie, formèrent ensuite un cortège et, musique en tête, traversèrent la ville, salués avec sympathie par la population.

Une réunion solennelle fut présidée dans l'après-midi par le Recteur de l'Université, M. Corovic, qui souligna l'importance de l'aviation et les raisons pour lesquelles l'Université a établi un cours d'aéronautique et fondera bientôt une chaire spéciale.

Le chef de l'aviation militaire, le général Nedic, félicita les étudiants de leurs efforts qui sont une contribution utile à la défense nationale.

Le départ de M. Cvjetisa

M. Franjo Cvjetisa, dernièrement nommé ministre de Yougoslavie au Chili, a quitté Belgrade lundi.

L'institution d'une Légation de Yougoslavie à Santiago a été accueillie avec la plus vive satisfaction par la colonie yougoslave si nombreuse dans la république du Chili, une de celles qui ont le plus énergiquement revendiqué les droits des Yougoslaves dans la guerre mondiale.

On présume que M. Cvjetisa enga-

La mort du Dr. Radonjic

Le dr. Charles Radonjic, professeur à la Faculté de médecine de Zagreb, vient de mourir le 12 novembre. Ce savant éminent était né en 1879 à Trieste, d'une famille originaire des Bouches de Kotor. Après avoir fait ses études de médecine à Vienne, il fut assistant chez le célèbre dr. Ortner d'Innsbruck. C'est en 1919, après la proclamation de l'Union nationale, qu'il devint professeur à la Faculté de Zagreb, dont il fut même recteur en 1930; il présida avec autorité l'Association des médecins.

Quoique ancien élève de la Faculté de Vienne, le dr. Radonjic suivait fidèlement tous les travaux de l'école de médecine française et, soit dans son enseignement de professeur, soit comme chef de clinique, il réalisa la synthèse des deux écoles.

Ses ouvrages scientifiques sont particulièrement consacrés à la pathologie du foie et de la vésicule biliaire, ainsi qu'aux maladies du médiastin. C'est sur ces thèmes qu'ont porté deux conférences très réussies qu'il donna en 1932 à la Sorbonne au cours d'un séjour à Paris, où il fut décoré de la Légion d'honneur. Il écrivit même en français dans le "Progrès médical", "La Presse médicale" et les "Archives médico-chirurgicales". Son étude sur la médiastinitis chronique a été favorablement commentée par les savants étrangers, notamment par le professeur Sergent dans le recueil: "Les grandes Syndromes".

Le dr. Radonjic a toujours été un fervent partisan de l'union nationale et a donné, comme Croate, d'innombrables preuves de son patriotisme éclairé. Sa mort a causé d'unanimes regrets, particulièrement dans les Bouches de Kotor, où il dormira son dernier sommeil à Dobrota.

En l'honneur de M. B. Puric

Le Maréchal Franchet d'Esperey, voivode de l'armée yougoslave, a donné un déjeuner en l'honneur de M. le ministre B. Puric.

D'autre part Mme Milenko Vesnic, veuve du regretté ministre de Serbie, a offert un thé en l'honneur du nouveau représentant de la Yougoslavie à Paris.

La Société de Géographie commerciale et coloniale a voulu fêter le dimanche 10 novembre, dans un dîner offert au restaurant des Deux-Mondes, l'arrivée à Paris de M. B. Puric. Le dîner était honoré de la présence des membres de la Légation et du général Henrys, ancien commandant de l'armée française d'Orient, délégué général des Amis de la Yougoslavie.

Après son arrivée, des conversations pour le règlement de nos relations économiques et la conclusion d'un accord commercial.



La Serbie pittoresque: Skopje (Uskub) et ses mosquées

La fin du procès de Našice

Le procès de Našice s'est terminé il a quelques jours, à Osijek; cette affaire, qui dure depuis six mois, a suscité un grand intérêt dans l'opinion publique yougoslave. Il s'agit, on le sait, d'un très grave scandale de corruption.

Le verdict

La sentence du tribunal a été prononcée le 18 novembre. Sont condamnés:

MM. dr. Svetozar Grgin, à un an et demi de détention sévère; — dr. Philippe Schlesinger, à deux ans et demi de travaux forcés; — Alexandre Sor, à huit ans de travaux forcés; — Zika Zivanovic à trois ans de travaux forcés; — Adolphe Schlesinger à sept ans de travaux forcés; — Alfred Cicka à un an et huit mois de travaux forcés; — Victor Gutmann à un an et quatre mois de travaux forcés; — dr. Zvonimir Bratanić à deux ans de travaux forcés; — Ervin Lovric à un an de réclusion; — Alfred Smic à un an et demi de travaux forcés; — Mavro Sulic à quatre ans de travaux forcés; — Alexandre Bozic à deux ans de travaux forcés; — dr. Nikola Nikic à quatre ans de travaux forcés; — dr. Dragoljub Jevremovic à trois ans de travaux forcés. Les condamnés sont privés des droits civiques et des fonctions publiques pour des périodes plus ou moins longues.

Tous ces personnages ont été directeurs, représentants et hauts fonctionnaires de la firme "Našicka", sauf M. Z. Zivanovic qui fut fonctionnaire d'Etat. M. N. Nikic, qui est ancien ministre, et M. le dr. Drag. Jevremovic, qui est député.

Au surplus, 34 autres accusés ont été condamnés, dont un grand nombre sont des employés de la "Našicka" ou de petits fonctionnaires d'Etat. Plusieurs condamnés sont des sujets étrangers. Cinquante-huit personnes ont été acquittées.

Une fête à Sarajevo

Les Amis de la France et l'Institut franco-yougoslave de Sarajevo ont célébré la fête de la victoire par une séance solennelle à laquelle assistaient les généraux Tomić, adjoint au commandant d'armée, Miloradović, commandant de la place, Pavlovic, le colonel Glisic, chef d'état-major, Bijelic, directeur de l'Instruction publique, le corps consulaire, les officiers français et roumains, etc.

En manière de discours, M. René Pelletier tint une conférence d'un haut intérêt historique et psychologique sur "Le soldat français de la Révolution et de Napoléon". Il évoqua en terminant "l'âme confondue de tous nos combattants, des soldats inconnus qui veillent de l'Arc-de-Triomphe à la colline d'Avala, dans la même fraternité d'armes."

Revue de la Presse

L'HEURE DE LA JUSTICE

Toute la presse yougoslave reproduit, quasi in extenso, les débats du grand procès contre les meurtriers du Roi Alexandre et de Louis Barthou. Plusieurs éditoriaux commentent l'importance internationale de l'arrêt qui sera rendu, devant le monde entier attentif.

Le Vreme relie le terrorisme au révisionnisme dont la responsabilité n'est pas moins sanglante:

"Il suffit, en effet, de jeter un coup sur les intrigues si visibles engagées après la grande guerre comme un produit d'ambitions malades autour des Etats qui ont si brillamment prouvé sur les champs de bataille leur droit d'exister. Le droit fondé sur les traités, le droit des Etats de se développer en paix et en liberté, tels sont les buts que vise l'action subversive. Ce n'est pas seulement un complot aveugle contre un Etat, mais une campagne perfide et systématique dirigée contre la justice, la morale, contre les principes fondamentaux sur lesquels reposent les Etats civilisés."

Cette action criminelle a commencé aussitôt après la guerre sous la forme d'une campagne révisionniste, qui voulait annuler les dispositions des traités de paix. Par des méthodes perfides on tenta vainement de créer

une atmosphère convenable pour détruire l'édifice si péniblement érigé de la paix.

La Petite Entente est un des plus forts appuis de la paix, de l'ordre et de la légalité. Dans cette défense commune la Yougoslavie fait des efforts surhumains pour s'abstenir de réagir contre les provocations.

Voyant qu'il ne leur reste plus aucun moyen d'entraver le cours de l'histoire, les éléments subversifs ne s'arrêtent pas devant le crime et brisent tous les liens qui les maintenaient encore dans la communauté des peuples civilisés.

Le procès d'Aix-Marseille flétrira une fois de plus non seulement les assassins du Roi, mais aussi les forces destructives qui entravent systématiquement l'œuvre de la paix. L'acte d'accusation du procureur général français est un appel puissant adressé à la conscience du monde entier."

Pour Novosti, la Yougoslavie attend encore la justice après la satisfaction purement morale de Genève: "La condamnation par Genève de l'attentat de Marseille est en réalité la sentence par laquelle le Monde civilisé exprime son indignation profonde et offre une consolation à notre pays. Mais cela n'est pas tout,

nous sentions et continuons à sentir que la justice n'est pas entièrement satisfaite et que notre peuple n'a pas reçu une satisfaction morale complète. Cette satisfaction est attendue de la justice française. Notre peuple, à l'instar de sa Grande Reine, a une confiance entière en la justice de la France et il attend le verdict contre les criminels qui ont privé la Yougoslavie de son plus grand Roi dont la disparition nous cause toujours une douleur profonde. Nos plaies sont encore ouvertes et fraîches, nos yeux remplis de larmes pour la perte du Fondateur et de l'Unificateur de la Yougoslavie, Alexandre Karadjordjevic."

Dès la première audience du Procès d'Aix-en-Provence, le correspondant spécial du journal Politika fait suivre le compte-rendu de commentaires, car le premier jour du procès a déjà dévoilé le véritable arrière-plan du crime.

Le procès a pris un tel cours que dès les premiers moments, il a apporté de nouvelles preuves que ce crime a été préparé, non sur le territoire de la Yougoslavie, mais bien loin de ses frontières. Ces preuves montrent que les véritables organisateurs du crime n'ont rien de commun avec la nation yougoslave. On trouve dans cet horrible attentat, destiné non seulement à assassiner le Roi Unificateur, mais à détruire l'unité de l'E-

tat, certains renégats. Mais cela ne diminue aucunement la responsabilité de l'étranger qui les a trompés et les a préparés à accomplir le crime.

C'est probablement pourquoi l'avocat de la défense a commis de lourdes fautes comme avocat, oubliant même qu'il est Français. Il s'est montré dans sa véritable lumière comme un agent ordinaire du front des révisionnistes. Il a attaqué le gouvernement de son pays, ses alliés et aussi la conscience de la justice française tout entière. Les attaques injurieuses qu'il a adressées contre le tribunal auraient pu lui valoir une peine plus rigoureuse, mais la Cour, s'élevant à une rare hauteur, lui a appliqué seulement la réprimande.

Tout le monde constate que la défense ne fait pas son devoir, mais une œuvre politique au service des intérêts ennemis. Les accusés et leur défenseur ont montré que le crime de Marseille avait un arrière-plan étranger et que les étrangers ennemis de la Yougoslavie en portent la responsabilité morale.

APRES LE 18 NOVEMBRE

Le 18 novembre... Une grande date dans l'histoire de Genève.

Le Vreme écrit que le but moral des sanctions est de mettre l'Italie dans l'impossibilité pratique de continuer la guerre. Pendant une longue série d'années la Société des Na-

tions avait été une institution anémisée et sans efficacité. Aujourd'hui elle parvient à localiser la guerre, sauvegardant ainsi efficacement la paix...

"Les sanctions ne constituent pas un acte de hostilité, mais seulement une mesure collective et préventive dans l'intérêt de la paix. Dans l'histoire mondiale elles marquent un acte important. C'est pour la première fois qu'on met pratiquement à l'épreuve les sanctions économiques comme moyen de prévenir la guerre..."

En attendant le journal loue le gouvernement yougoslave d'avoir pris des mesures pour trouver de nouveaux marchés en Angleterre, en Espagne et en France et assurer ainsi un bilan actif des exportations en dépit de tous les sacrifices que l'application des sanctions entraîne pour la Yougoslavie.

L'Obzor est assez pessimiste et estime que "si les Etats sanctionnistes désirent rester conséquents à leur intention de contraindre l'Italie à reculer, ils devront procéder également à l'application des dispositions ultérieures de l'art. 16, allant jusqu'à exécuter alors toutes les possibilités, et la plus inquiétante: "Si l'Italie considère ces mesures comme un acte d'hostilité et si elle attaque les troupes ou la flotte exécutant le blocus (p. ex. les navires

britanniques), nous serons évidemment menacés d'un conflit européen pour lequel la Grande-Bretagne s'est assurée le concours des autres Etats dans le sens de l'art. 16, paragraphe 3, ce qui a été l'objet de son récent accord avec la France. Dans une telle renouveau l'Italie devrait certainement capituler. Il importe donc de savoir si l'on va réellement vers une telle extrémité ou si l'on peut espérer une solution pacifique. Cela dépend d'une part de Mussolini et d'autre part de la Grande-Bretagne."

LE RETOUR DU ROI EN GRECE

Au sujet du retour du Roi Georges II, que salue toute la presse Yougoslave, la Politika écrit, sous la plume de son correspondant d'Athènes, que le développement de la situation politique ne dépendra plus uniquement de la proportion des forces parlementaires.

"Tout porte à croire qu'après le retour du Roi Georges, c'est un gouvernement jouissant de la confiance du Souverain et des sympathies de tous les partis politiques qui se verra chargé de faire de nouvelles élections. Suivant les dernières nouvelles, l'ancien parti de M. Venizelos, dirigé actuellement par M. Sofoulis, se montre favorable à une reprise de son activité politique et consentirait à se présenter devant le Roi au cas où le Souverain demanderait son avis. Ce

APRES LES ELECTIONS ANGLAISES

La presse yougoslave estime que les élections anglaises auront une répercussion sur l'ensemble de la situation diplomatique. Elles constituent avant tout une approbation de la politique extérieure du gouvernement Baldwin.

La Politika publie à ce sujet, sous la plume de M. Zivojin Balugdzic, ancien ministre de Yougoslavie à Berlin, un long article, où l'auteur se réfère au jugement de M. Nicolson, publiciste et diplomate bien connu d'Angleterre. Il existe, selon lui, une crainte de l'Europe; cette crainte ne provient pas d'une puissance déterminée, mais de l'Europe toute entière, surtout de l'Europe désordonnée d'après-guerre, troublée et d'humeur belliqueuse.

(Voir la suite en 4-ème p. 7-ème col.)

Le nouveau statut des étrangers en Yougoslavie

Il y a seulement un quart de siècle, la libre circulation des personnes dans le monde entier était considérée comme une des preuves incontestables de la supériorité et des progrès de notre civilisation.

La grande guerre a rappelé brutalement l'existence et l'importance des frontières. Si le passage de la frontière grâce au régime des passeports s'est transformé avec le temps, pour la plupart des cas, en l'accomplissement d'une formalité, par contre on ferme de plus en plus les frontières au passage des voyageurs, pour ceux d'entre eux qui veulent rester dans un pays étranger afin d'y vivre et d'y gagner leur vie.

Ce nouveau principe, qui tire son origine de la nouvelle politique d'immigration, instituée par les Etats-Unis d'Amérique, a subi sur les deux rives de l'Atlantique un développement bien différent. Celui qui est admis à franchir le seuil de la grande Fédération américaine, lutte pour sa vie dans les mêmes conditions que les indigènes, c'est-à-dire d'après les lois de la concurrence, et son travail est libre. Au contraire l'étranger dans un pays étranger, beaucoup plus facile en Europe qu'en Amérique est contrecarré par des restrictions et parfois par des interdictions de concurrence des nationaux, et cela sur les champs d'activité les plus divers, à commencer par l'œuvre d'un savant génial jusqu'au travail d'un simple manoeuvre. Plus sévère le chômage, plus se rétrécissent les droits au travail d'un étranger.

Si cette tendance est générale, sa réalisation sous la forme de prescriptions prohibitives, en corrélation avec les conjonctures particulières du marché national du travail, est plus ou moins sévère. Dans les pays de prolétariat industriel, les restrictions sont plus fortes que dans les pays agricoles qui sont en train de s'industrialiser. Néanmoins, cédant à l'impulsion très naturelle de la réciprocité, beaucoup d'Etats s'acheminent vers le système des restrictions frappant le travail des étrangers.

La politique yougoslave envers les étrangers n'est pas moins large jusqu'ici que son libéralisme en matière d'importations de marchandises.

Par le décret-loi du 29 mars et par le règlement du 21 septembre 1935 la législation yougoslave atteint cependant une nouvelle étape. Il ne s'agit pas de changer le principe, mais de tenir compte des conditions spécifiques de ce problème, tel qu'il se pose en Yougoslavie. La récente formation du Royaume, qui réunit des provinces détachées de plusieurs Etats, a laissé dans le cadre des nouvelles frontières de nombreux ressortissants de ces Etats, qui vivaient et travaillaient là dès leur enfance. D'autre part beaucoup de nationaux, originaires des sept pays qui possèdent une frontière commune avec la Yougoslavie, ont pour toutes sortes de raisons, cherché un asile en Yougoslavie. Non moins nombreux sont les Yougoslaves, venant surtout des régions „passives” qui ont émigré et, après avoir acquis la nationalisation au pays de leur résidence prolongée, sont rentrés dans leur patrie.

La Yougoslavie, se trouvant dans le processus de l'industrialisation, introduit de nouvelles branches de production et doit se servir d'un outillage mécanique encore inconnu aux gens du pays. Elle a dû inviter des étrangers pour utiliser ces machines. D'autre part la Yougoslavie importe le capital dont elle a besoin; mais ces investissements de l'étranger entraînent le contrôle des capitalistes qui ont fourni les fonds; il est donc nécessaire d'admettre l'activité des mandataires du capital invest.

Le premier acte législatif, qui touche ce grave problème, date du 22 février 1922. C'est l'art 103 de la loi sur la protection des ouvriers qui prescrit aux employeurs de ne pas embaucher les étrangers sans permission préalable du Ministère de la prévoyance sociale. Le Ministère n'accorde cette permission qu'après avoir consulté la Bourse et les Chambres de travail.

Le 28 novembre 1925 fut promulgué un Règlement sur le travail des étrangers qui fixa les détails du régime institué en 1922. L'idée fondamentale est qu'un étranger peut travailler dans n'importe quelle profession à condition qu'il soit qualifié et qu'il ne fasse pas concurrence aux spécialistes yougoslaves. C'est aux Chambres compétentes de constater si la concurrence existe ou non; les permissions, accordées pour un délai déterminé, peuvent ne pas être renouvelées, tandis que celles qui valent *sine die*, peuvent au besoin être retirées. Il est très significatif que les étrangers, occupés pour un travail quelconque avant le 14 juin 1922, sont totalement exempts des prescriptions du Règlement et sont traités sur un pied d'égalité avec les Yougoslaves.

Quoiqu'une décennie sépare ce règlement de l'apparition de celui qui vient d'entrer en vigueur, le système

ne subit aucun changement de principe. Les mesures sévères et gênantes, prises par de nombreux pays, n'ont pas été copiées par le législateur yougoslave. Il n'a pas en Yougoslavie de professions qui soient réservées exclusivement aux nationaux, ni de pourcentages qui limitent le nombre des étrangers par rapport au nombre des nationaux occupés dans telle ou telle branche d'activité.

Le nouveau Règlement poursuit un triple but: établir une classification précise de tous les étrangers qui se trouvent sur le territoire yougoslave; rendre efficace l'inscription des étrangers sur un registre spécial, en recourant à des sanctions sévères envers ces des employeurs et ceux des étrangers qui voudraient se soustraire à cette inscription; enfin, obliger les étrangers, qui sont admis à travailler en Yougoslavie, à enseigner ce qu'ils savent aux nationaux, afin qu'ils puissent, s'ils quittent leurs fonctions, être remplacés non pas par des étrangers, mais par des Yougoslaves.

Sauf quelques rares exceptions, prévues d'ailleurs par le Règlement lui-même, tous les étrangers qui se trouvent en Yougoslavie vont être désormais répartis entre trois catégories: les touristes, les entrepreneurs, c'est-à-dire ceux, dont le travail est mené à leur propre risque et, enfin, ceux qui sont employés dans le plus large sens de ce mot. Le Règlement ne s'occupe que de cette dernière catégorie, mais il tâche de l'embrancher d'une manière tellement complète que hors de ces cadres il ne restera que ceux qui appartiennent ou aux touristes ou à la classe des patrons.

La notion d'étranger se compose d'après le Règlement de deux éléments, à savoir: quelle est sa nationalité et de quel pays il est le sujet. C'est dans cet ordre d'idées que le Règlement favorise les sujets étrangers de nationalité yougoslave, ainsi que les réfugiés russes. Quoiqu'il y ait des étrangers, néanmoins elles vont être munies de cartes de travail indépendamment de l'avis des organes consultatifs sur la question de savoir si elles font ou non concurrence aux Yougoslaves.

Des autres prescriptions du Règlement il faut signaler celles qui traitent la question des représentants du capital étranger et celles qui se réfèrent aux taxes spéciales perçues pour le permis du travail d'une certaine catégorie d'étrangers.

Le Règlement parle du capital en espèces réellement versé dans une entreprise yougoslave, en mentionnant que ce capital peut servir à l'achat des obligations et à un emprunt à long terme sans l'émission d'obligations. Le capital peut être versé sous la forme d'une fourniture de machines ou d'une installation technique. Mais le cas principal et le plus habituel — l'achat du paquet de contrôle des actions — est omis. Il faut supposer qu'il est compris par la formule „capital réellement versé”. Le capital étranger peut prétendre à un mandataire — personne de la même nationalité que le capital lui-même — à la condition qu'il atteigne le chiffre d'au moins 5 millions. Si le capital est d'une nature mixte (yougoslave et étranger), la part de l'étranger ne doit être pas inférieure à 50% du total à moins d'un million de dinars.

La loi prévoit des taxes annuelles spéciales à payer par les étrangers, employés et entrepreneurs, dont le montant varie de 200 à 5000 dinars selon les fonctions exercées. Ces taxes peuvent être imposées aux ressortissants des Etats qui recourent à de pareilles mesures envers les Yougoslaves, entraînant ou interdisant leur travail. Il s'agit donc de représailles à titre de défense.

Cet exposé suffit à prouver que la nouvelle loi n'écarte pas la Yougoslavie de sa politique traditionnelle, inspirée d'une sage modération et exempte de toute xénophobie.

Prof. WLAD. ROSENBERG

Pour la protection des paysans

Le Conseil des Ministres a approuvé le Décret-Loi concernant les modifications et les compléments à apporter au Décret-Loi sur la protection des paysans du 30 septembre 1935.

Ces modifications et compléments donnent la possibilité aux paysans débiteurs qui, pour n'importe quelle raison n'ont pas renouvelé leurs traités et, de ce fait, ont perdu la protection, conformément au Décret-Loi du 30 septembre 1935, de renouveler ces traités dans un délai fixé jusqu'à la fin du mois de décembre de cette année. Les paysans pourront aussi,

M. Korošec et la situation des coopératives

M. Korošec, ministre de l'Intérieur, a ouvert l'assemblée générale de l'Union des coopératives slovènes, dont il est le président.

M. Korošec, salué par plusieurs centaines de coopératives présents, souligna la situation difficile dans laquelle se trouvent notre agriculture et les coopératives de Slovénie.

Aussitôt après la guerre, ajouta M. Korošec, nos coopératives furent prospères. Les crédits ne manquaient point. Beaucoup de grandes coopératives ne savaient à qui donner de l'argent. Elles l'offraient à qui en voulait. Cependant, dans la période de déflation, en raison de la crise du crédit et du manque de confiance du public dans les institutions de crédit, l'argent disparut.

M. Korošec dit qu'il faudra désormais, comme en Serbie, travailler avec les coopératives d'achat et autres, et il ajouta:

„L'assainissement des coopératives doit s'effectuer. C'est pourquoi le budget de cet exercice sera différent de ce qu'il fut les années précédentes. Il y aura deux budgets: l'un pour les besoins réguliers, qui reviennent chaque année; l'autre pour les dépenses exceptionnelles. Au moyen de ce dernier nous espérons venir en aide aux coopératives très atteintes au cours de la crise. Sinon, on reviendra inévitablement à l'époque des usurers. Une certaine partie des capitaux devrait de nouveau être rendue à la circulation. Notre économie ne pourra qu'en bénéficier. La confiance reviendra elle aussi.”

En terminant, M. Korošec parla des effets que produira sur l'économie yougoslave l'application des sanctions décrétées à Genève. Son discours fut vivement applaudi.

La construction de la ligne de l'Una

M. Sava Bošković, secrétaire général de la Chambre de commerce et de l'industrie à Split, a fait au correspondant particulier de Pravda, M. Mitar Mitrović, des déclarations sur l'importance de la nouvelle ligne de l'Una, dont la construction, prévue de longue date, commencera bientôt à la suite de l'accord intervenu entre le gouvernement yougoslave et la Société des Batignolles.

„La question de la ligne de l'Una, a-t-il dit, traîne déjà depuis soixante ans. L'insuffisance des communications ferroviaires entre le Littoral et Zagreb atteint tout particulièrement Split et Sibeni. Aussitôt après notre libération, le gouvernement provincial a réclamé la construction de cette ligne par Bihać et Knin.”

Après tant d'atermoiements, les travaux vont enfin être entrepris:

„Certaines personnes essayent de modifier la direction de la ligne, en proposant qu'elle traverse Zrmanja. Les milieux intéressés de Split ne peuvent comprendre une telle idée qui diminuerait l'importance de la nouvelle liaison ferréovicière. D'une part la ligne serait plus longue; d'autre part elle serait peu pratique pour les communications dans la saison d'hiver. Il serait plus opportun de construire cette ligne par Knin où il n'y a pas de danger que la saison d'hiver puisse interrompre les communications, comme c'est souvent le cas dans les localités de la Lika autour de Zrmanja. Sinon, nos exportateurs ne pourraient être sûrs de répondre pendant les mois d'hiver à leurs engagements.”

La Chambre de commerce et d'industrie de Split a décidé d'entreprendre des démarches auprès des cercles compétents pour qu'ils tiennent compte des désirs unanimes de Split et du Littoral central.”

On mande de Banja Luka:

Une commission composée des ingénieurs de la Société des Batignolles de Paris, avec M. Charlie Gouin, fils du président du Conseil d'administration, a séjourné à Bihać, où la direction des travaux et tous les fonctionnaires auront leur siège pendant la période de la construction de la ligne de l'Una. Les membres de la commission ont déclaré que les études préliminaires devront être terminées au mois de janvier, lorsque les travaux proprement dits commenceront sur le terrain.

Les doléances des exportateurs

Dans une séance de la Chambre de commerce, de l'industrie et des métiers de Novi Sad, M. Miroslavjević, président, a exposé les difficultés du régime des paiements avec l'étranger, qui provoque des ennuis pour les exportateurs yougoslaves en Allemagne. Ceux-ci doivent attendre six mois le paiement de leurs marchan-

Exportation du bois

Trois grands navires italiens ont chargé dans le port de Sibeni 12.500 m³ de bois avant l'application des sanctions. La valeur du bois ainsi exporté représente environ 1 million 500.000 livres.

Plusieurs autres navires étrangers, notamment français, anglais, égyptiens, espagnols et des navires yougoslaves ont exporté d'importantes quantités de bois livrées par le chantier de la Sipad. Cette société a en ce moment environ 4 millions de livres à son compte de clearing en Italie.

Trois marchands espagnols viennent d'arriver à Sibeni où ils ont visité les installations de l'entreprise Sipad. Leur présence est en relation avec le projet d'exporter en Espagne une importante quantité de bois.

Des pourparlers pour le règlement des exportations de bois en Hongrie sont en cours avec les représentants hongrois venus à cet effet à Belgrade.

Dans la presse économique et financière

LES VITICULTEURS DE DALMATIE ET LE RAISIN GREC

Le Jutarnji List annonce que les viticulteurs de Dalmatie sont mécontents de l'autorisation que le gouvernement yougoslave a accordée aux exportateurs grecs d'importer en Yougoslavie un nouveau contingent de 1.200 wagons de raisins grecs. Les viticulteurs de la région de Sibeni adresseront une protestation aux facultés compétentes.

Nouvelles économiques

LA QUESTION DES DEVICES

Pour faciliter l'exportation des produits yougoslaves, le Ministère des Finances vient de signer un décret qui supprime les attestations additionnelles d'assurance des devises, prévues par la loi du 5 décembre 1923.

ACTIVITE MINIERE

Le dividende distribué cette année par la Société des mines de Treptča a été de 20%. Jusqu'au 30 septembre dernier, la production a atteint 597.200 tonnes, soit 8.100 tonnes de plus qu'en 1934. Les recettes de la Société ont représenté une somme de 871.180 livres sterling, soit 188.600 livres sterling de plus que l'année précédente.

Selon les statistiques publiées par la Société des mines de Bor, la production du cuivre a été pour les dix premiers mois de cette année de 23.455 tonnes, contre 36.006 tonnes pour la même période de l'année précédente. L'exploitation a été interrompue pendant le mois de mai.

★

Par suite du conflit italo-abyssin l'activité des gisements de houille et de bauxite s'est considérablement accrue.

Le nombre d'ouvriers employés actuellement dans ces mines est de 30% plus important que celui de la même époque en 1934.

LA REPRISE

DE L'ACTIVITE INDUSTRIELLE En Voïvodine toutes les fabriques de textiles et de cuirs ont de beaucoup augmenté en ces derniers temps leurs capacités de production. On estime que cette reprise d'activité est en relation avec le conflit italo-éthiopien.

BAISSE DES PRIX

Le journal Dan de Novi Sad écrit que depuis quelques jours on remarque une sensible baisse du prix du blé et de la farine. Le kilogramme de pain est vendu actuellement 1 dinar 75.

RECOLTE DU COTON

La récolte du coton dans la Serbie du Sud sera certainement cette année bien plus importante que l'année dernière. Six cent cinquante hectares sont couverts par cette culture. La production atteindra environ 600.000 kgs de coton brut ou 200.000 kgs de coton préparé. Le prix du coton brut est d'environ 350 dinars.

EXPORTATION DU RAISIN

L'Allemagne vient d'autoriser à la Yougoslavie un contingent supplémentaire de 40 wagons de raisin.

FAILLITES ET CONCORDATS

La Direction de la Statistique Générale de l'Etat publie officiellement que pendant le mois d'octobre il y a eu en Yougoslavie 10 faillites et 23 concordats contre 19 faillites et 21 concordats en octobre 1934.

Cette lenteur paralyse, malgré la campagne d'exportation, la grande demande de l'étranger et l'influence des prix relativement favorables.

L'Italie et les relations sportives

A la suite des sanctions prises contre l'Italie, le Comité des Jeux Olympiques à Rome a adopté une liste des Etats avec lequel l'Italie suspend les relations sportives. Par contre elle continuera à être en relations avec plusieurs Etats: l'Allemagne, la Suisse, le Portugal, l'Espagne, l'Autriche, la Hongrie, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, la Pologne et le Luxembourg. Etant donné que des rapports sportifs existent entre le fascisme et le sport, le maintien des relations sportives avec la Yougoslavie est digne d'être considéré.

Le film

UN FILM DE DALMATIE

Une Société cinématographique de Vienne vient de tourner un grand film en Dalmatie, sous la direction du régisseur bien connu Hofmann. Les principaux rôles sont joués par les artistes yougoslaves, Ita Rina et Tomić. Plusieurs scènes ont été filmées dans les îles de Rab et de Pag, à Dubrovnik et à Split.

BIBLIOGRAPHIE

LA REVUE INTERNATIONALE DES ETUDES BALKANAIQUES

Le deuxième tome de la „Revue Internationale des Etudes Balkaniques” que dirigent les professeurs M. P. Skok, de Zagreb, et M. Budimir, de Belgrade, vient de paraître aux éditions de l'Institut Balkanique et termine la première année de cette importante publication. Ce vaste florilège balkanologique contient des articles de savants illustres: MM. C. Patsch (Vienne), N. Iorga (Bucarest), M. Nilsson (Lund), C. Sforza (Bruxelles), Ch. Diehl (Paris), G. Ferrero (Genève), F. Dölger (Munich), Emile Hauman (Paris), V. Corović (Belgrade), S. Bobek (Sofia), J. Strzygowski (Vienne), F. Novotny (Brno), M. Rostovtzeff (New Haven), T. Zielinski (Varsovie), Vl. Skarić (Sarajevo), et d'autres encore.

Le premier tome de la „Revue” avait déjà éveillé un grand intérêt et la critique en avait parlé comme d'une des plus importantes contributions à l'étude impartiale des Balkans. La Revue s'est assurée la collaboration d'environ deux cents savants balkaniques et autres.

Le prix de l'abonnement annuel à la „Revue Internationale des Etudes Balkaniques” est de 200 dinars pour les pays balkaniques et de 120 francs pour les autres pays. Les volumes se vendent à part au prix de fr. 120 dans les Balkans et de 70 francs dans les autres pays. Adresser les commandes à l'Institut Balkanique, Belgrade (Yougoslavie), Knez Mihajlova 17.

L'EUROPE CENTRALE

Revue de documentation politique, économique, littéraire et artistique, paraissant à Prague, Fochova 62. Au sommaire du numéro 46 du 16 novembre 1935:

— La Tchécoslovaquie et ses voisins: — La victoire de M. Stojadinović à la Skupština; — Le crépuscule d'un dieu; par Raoul Chérad; — Le renouveau du cabinet autrichien; par Gerhard Müller; — La place de la Slovaquie dans l'économie tchécoslovaque (XII), par Alfred Fichelle; — Une page de l'épopée des légionnaires tchécoslovaques sur la scène tchécoque, par H. Jelinek; — L'Angleterre et l'unité italienne, par Charles Loiseau, etc.

La cloche

(Suite du feuilleton de 2-ème p.)

Personne ne répondit au pope, mais le sourcil froncé, ils contemplaient les sinistres montagnes de l'Herzégovine qui émergeaient en ce moment des nuages épais, éclairées par les premiers rayons du soleil. Puis ils tournèrent leurs regards jusqu'au bas des montagnes à l'ouest, vers le golfe, sur la mer immense où jouait une infinité de couleurs.

D'en bas, par le chemin qui mène de Podol, un hameau appartenant à la paroisse de Petkovica, une procession comme d'habitude aux jours de fêtes s'en allait à matines. Les Petkovici se turent quelques instants, puis l'un d'eux se sépara du groupe et se mit à tirer la corde, et l'infortunée sonnaillerie se mit à se lamenter: don... on... on... on... on... on... Les cheveux se dressèrent sur toutes les têtes, — l'impression était plus forte qu'avant, car il s'y ajoutait le sentiment que d'autres étaient atteints avec eux. Les Podoljani affluèrent de tous côtés, terrifiés, désolés. Ce furent les mêmes questions, les mêmes réponses, étonnements, appréhensions... puis une averse tomba et les chassa dans l'égise.

Ce matin-là le bon Dieu n'en a certes pas voulu aux pauvres Petkovici et Podoljani d'avoir prêté une oreille distraite aux paroles divines! Telles matines onques ne furent célébrées dans l'ancienne église de Sainte Petka!

Et, cela s'entend, des moqueries coururent dans les villages voisins. Quand ils se furent assurés que l'événement n'avait pas été pour eux présage de malheur et qu'ils se furent faits aux railleries, ils se mirent à se concerter tant et si bien qu'à la fin on annonça une assemblée. D'abord ils tombèrent d'accord qu'il fallait remplacer la cloche: puis il y eut des propositions sur la manière de s'y prendre. Le pope Aaron proposa:

— Si on adressait une requête à l'empereur?!

L'„Australien” répondit: — A vous dire vrai, j'aurais scrupule à accepter de gens d'une autre religion la cloche qui doit remplacer cette vieille cloche serbe.

Un à un, ils appuyèrent les paroles d'„Australien”.

Quand ce fut le tour de la seconde proposition, le pope dit:

— Ecrivons une requête à Cetinje!

L'„Australien” répondit:

— Cela, je ne m'en ferais point scrupule, mais je sais que ce ne sera d'aucun secours. Pourquoi ces pauvres hères là-haut feraient-ils cadeau de cloches? S'ils n'en avaient volé eux-mêmes dans l'Etat de Raguse lors de leur guerre avec le Français? — ce que Dieu leur pardonne! — ils auraient bien du mal à carillonner chez eux.

Un rire s'éleva et quelque dispute, mais à la fin tous se rangèrent à l'avis d'„Australien”.

Alors le pope Aaron dit:

— Ecrivons une requête à Michel, fils de Miloš, Knež(?) de Serbie.

(4) La Dalmatie était alors une province de l'Empire d'Autriche-Hongrie.

(5) Allusion à la guerre entre l'Empereur de Russie Alexandre I-er et Napoléon; les Monténégrins s'unirent aux troupes russes de l'amiral Senjavin.

(6) Titre des Princes de Serbie avant la proclamation de la Royauté.

— C'est cela, c'est cela, crièrent-ils tous à la fois, et le pope Aaron fit une requête où, entre autres formules fleuries, se trouvaient celles-ci: „Que la merveilleuse voix de la vieille cloche fasse venir de douces larmes de joie aux yeux du peuple orthodoxe de Petkovica et des environs, — que la terre serbe est la mère de tous les Serbes...”

Cette requête fut envoyée vers Pâques et la nouvelle cloche vint de Serbie avant l'Assomption et, ce jour-là, pour la première fois, elle chanta la gloire de Dieu sur ces hauteurs des Bouches.

SIMO MATAVULI

Revue de la Presse

(Suite du feuilleton de 3-ème p.)

„Les Britanniques craignent que leur pays ne soit entraîné dans des aventures incertaines. Cette crainte est en quelque sorte traditionnelle et inhérente à la politique anglaise. Ce fut pour cette raison que l'Angleterre fut toujours partisan d'une politique d'équilibre. Mais, en fin de compte, M. Nicolson dit que cette politique aboutit toujours aux alliances armées, dont les Britanniques ont horreur.

C'est pourquoi la masse du peuple britannique voit en la Société des Nations un moyen susceptible de neutraliser les forces opposées et d'assurer la paix...”

L'enthousiasme des Anglais pour la S.D.N. est aussi la conséquence des nouveaux rapports qui se créent actuellement entre la Grande-Bretagne et les Dominions, car ces rapports évoluent sur la base des principes de l'égalité et de la démocratie. Cette méthode est une source de stabilité et d'équilibre entre les différentes parties de l'Empire britannique...”

D'autres mobiles vinrent s'ajouter à la résolution de la Grande-Bretagne pour s'opposer à la politique actuelle de l'Italie. Les Britanniques affirment en effet, que la Mer Méditerranée ne doit en aucun cas devenir „Mare nostrum”, car la route des Indes et les sources du Nil sont d'une importance vitale pour la Grande-Bretagne. Cependant, le gouvernement de Londres a su habilement lier ses intérêts vitaux avec les buts fondamentaux de la Société des Nations.”

GOVERNEMENT ET PARLEMENT Le commentaire de l'Obzor sur les élections des commissions parlementaires et le succès gouvernemental sont sympathiques.

„Le gouvernement possède dans les commissions parlementaires permanentes une majorité d'une voix. Cela suffit pour continuer le travail avec cette Chambre.

Maintenant que le gouvernement Stojadinović a obtenu la majorité, il faut s'attendre à ce qu'il présente les projets des lois politiques. La promulgation de ces lois continue à être la tâche principale du cabinet. Elles devront ouvrir la voie à l'apaisement, ce qui est une condition pour la normalisation de la situation politique... La situation du gouvernement au Sénat sera certainement favorable après le vote à la Chambre.”

L'Obzor dans un autre article note que le calme est revenu dans la vie politique à Belgrade, où l'on s'attend à ce que le gouvernement procède à de très larges consultations avant de promulguer les nouvelles lois politiques. Si ces informations sont exactes, elles signifient que le gouvernement désire au moins connaître l'opinion des milieux extra-parlementaires.

Crédit Foncier du Royaume de Yougoslavie

(anciennement Uprava Fondova)

fondé en 1862

Siège à Belgrade

Succursales: Zagreb, Ljubljana, Cetinje, Sarajevo, Split, Skopje, Niš et Novi-Sad.

Agences: Kragujevac, Valjevo, Čačak, Zemun, Petrograd Bitolj, Prijepolje et Banja Luka.

L'activité principale de la Banque:

La Banque fait toutes opérations sur les fonds d'Etat: les capitaux de pupilles, les dépôts, les fonds des églises, des monastères, des communes, des legs divers, etc.

Emet les obligations et les lettres de gage. Reçoit les dépôts d'épargne.

Accorde des emprunts hypothécaires aux communes et aux administrations autonomes sur les taxes et les revenus.

Fournit les ressources financières aux coopératives hydrauliques.

Escompte les effets des institutions bancaires.

Procède au „lombard” des valeurs d'Etat, des actions de la Banque Nationale et de la Banque Agricole Privilegiée et des Bons du trésor du Ministère des Finances.

Escompte les coupons gagés de l'emprunt en dollars Seligmann).

Les engagements du Crédit Foncier sont garantis par l'Etat

Pour tous les renseignements s'adresser:

au Crédit Foncier du Royaume de Yougoslavie à Belgrade ou à ses succursales.



RIDEAUX
Pejić et Valčić
Belgrade



ETOFFES D'AMEUBLEMENT
Pejić et Valčić
rue Roi Albert 2



TAPIS
Pejić et Valčić
Tél. 28-821